

# Statement

Secretary of  
State for  
External Affairs



# Déclaration

Secrétaire d'État  
aux Affaires  
extérieures

93/12

TELLE QUE PRONONCÉE

## ALLOCUTION

DE L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
AU DÉJEUNER MIXTE  
DU VANCOUVER BOARD OF TRADE  
ET DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE

«LE CANADA ET LE SIÈCLE DU PACIFIQUE»

VANCOUVER (Colombie-Britannique)  
Le 19 février 1993

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada

External Affairs and  
International Trade Canada

Canada

Je suis heureuse de me retrouver une fois de plus à Vancouver, fenêtre du Canada sur le Pacifique. Je pars sous peu pour le Japon, Hong Kong et le Cambodge et je voudrais faire le point avec vous sur nos relations avec nos partenaires d'outre-Pacifique et discuter de l'avenir de ces relations à la fin de siècle et au-delà.

Comme le montrent pratiquement tous les indicateurs, la croissance économique de l'Asie-Pacifique progresse à un rythme vertigineux que lui envie le reste du monde :

- La plupart des économies de la région affichent des taux de croissance à deux chiffres.
- Dans le sillage du Japon et des quatre «tigres», un nouveau groupe dynamique de pays de l'Asie du Sud-Est a fait surface, chacun jouissant d'un cycle de croissance classique fondé sur des taux d'épargne interne élevés, un afflux d'investissement considérable et un énorme accroissement de la productivité.
- Même leurs problèmes suscitent l'envie : dans un Japon à la pointe de la technologie, des finances et de la mode, le terme «déclin» semble traduire un taux de croissance de 2 p. 100 et un taux de chômage de 3 p. 100!

Le modèle de développement asiatique, consistant à ouvrir progressivement les marchés et à promouvoir une croissance axée sur les exportations, est maintenant le modèle dont s'inspirent les pays du monde entier, du Chili à l'Estonie.

Dans les années 70, alors que j'habitais moi-même Vancouver, les gens de la ville étaient déjà sensibilisés au rôle du Canada à l'égard du Pacifique. Nous sommes sans aucun doute redevables à la Fondation Asie-Pacifique et au Vancouver Board of Trade d'une partie des progrès que nous avons accomplis jusqu'ici pour nous préparer à ce que certains appellent «le siècle du Pacifique».

Et notre bilan est impressionnant :

- Dix de nos 25 principaux marchés d'exportation sont désormais des pays de l'Asie-Pacifique, sept sont évalués à plus de 500 millions de dollars et les trois autres à plus de 300 millions de dollars.
- Des entreprises canadiennes se sont implantées avec succès sur des marchés asiatiques très importants comme, par exemple, les sociétés de haute technologie de Vancouver comme MRP, Glenayr et MacDonald Dettwiler; l'EACL pour ses exportations de systèmes d'énergie nucléaire en Corée du Sud; Okanagan Helicopters pour l'exploration pétrolière et Nova pour les systèmes de pipelines; Bombardier pour ses ventes d'aéronefs-navettes et d'avions d'affaires; et CAE pour son emprise sur le marché des simulateurs de vol.

- Les investissements directs du Japon au Canada ont doublé depuis 1985 pour atteindre 5,7 milliards de dollars et le portefeuille d'investissements atteint 49 milliards de dollars.
- Le nombre de touristes en provenance des pays de la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP) a triplé.
- Le nombre d'étudiants de pays d'outre-Pacifique a doublé.

Mais ces succès, et bien d'autres encore, ne sont pas l'effet du hasard.

Au début de notre premier mandat, notre gouvernement a reconnu la nécessité de concentrer nos activités afin d'intensifier nos relations avec la région de l'Asie-Pacifique.

En 1988, le premier ministre Mulroney a fait part, ici à Vancouver, de sa décision de mettre au point un plan global pluriannuel pour élargir les liens du Canada avec la région. La Fondation Asie-Pacifique a servi de point de contact et d'instrument de diffusion pour un grand nombre de programmes de Pacifique 2000. Ces derniers semblent porter fruit :

- En 1987, environ 1 100 étudiants des niveaux secondaire et postsecondaire apprenaient le japonais; aujourd'hui, ils sont plus de 10 500!
- Le centre David Lam de l'Université Simon Fraser a lancé de nouvelles méthodes d'enseignement des langues et des pratiques commerciales asiatiques, qui ont été adoptées dans d'autres grandes villes canadiennes.
- Le nombre de projets de recherche conjoints entrepris par des institutions canadiennes et japonaises est passé de 80 en 1988 à plus de 200 aujourd'hui.

Pacifique 2000 a également contribué à diffuser la culture canadienne en Asie. Au cours des deux dernières années, nous avons accentué notre présence dans la région par une série d'activités, dont la tenue de festivals spéciaux à Hong Kong, en Corée et au Japon.

Toutefois, les intérêts du Canada dans la région ne sauraient se limiter aux domaines économique et culturel; ils sont beaucoup plus complexes.

Le contexte actuel de l'Asie-Pacifique présente de nombreux défis concernant tous les dossiers de notre politique étrangère.

Pour illustrer ce dernier point, permettez-moi de vous faire part des divers sujets que je me propose d'aborder au cours de la semaine.

À Tokyo, j'examinerai les nombreux aspects de nos très importantes relations bilatérales avec le Japon. Comme beaucoup d'entre vous ici présents le savent, les deux présidents du Forum Canada-Japon 2000, M. Peter Lougheed et l'ambassadeur Okawara, ont maintenant présenté leur rapport aux deux premiers ministres.

Je discuterai de la mise en application de ce rapport à Tokyo, notamment de la façon de collaborer plus efficacement aux délibérations du G-7 et d'envisager ce que le rapport appelle une «administration mixte» du Pacifique Nord. Nous sommes résolus à faire fond sur l'enthousiasme engendré par M. Peter Lougheed, qui a apporté une contribution et un dévouement exceptionnel, et ses collègues canadiens et japonais et à donner suite peut-être pas à toutes, mais à un grand nombre de leurs recommandations.

Par ailleurs, nous sortirons du cadre des questions bilatérales pour nous pencher sur d'autres sujets; entre autres, nous échangerons nos points de vue sur la nouvelle administration américaine. Compte tenu de l'importance pour nos deux pays de nos relations avec Washington et de l'effet que pourrait avoir sur le Canada la détérioration des relations américano-japonaises, ce dossier occupera une place de choix dans nos discussions.

De même, nous discuterons inévitablement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), tant avec le gouvernement qu'avec le secteur privé japonais. Nous continuerons de faire ressortir ce que contient l'Accord et ce qu'il ne contient pas, et nous tenterons de dissiper certains des préjugés et des préoccupations sans fondement dont l'ALENA fait encore l'objet.

Nous aborderons aussi le programme mondial et ses dimensions régionales. Le Japon relève activement le défi posé par la transformation de la Russie et doit poursuivre ses efforts dans ce sens. J'étais à Moscou il y a deux semaines et, au nom du premier ministre Mulroney, je ferai part au premier ministre Miyazawa et à mon homologue japonais des résultats de mes discussions avec le président Eltsine.

Nous savons que les relations du Japon avec la Russie sont marquées par certaines préoccupations très particulières qui remontent bien loin dans le temps. Depuis le début de la *glasnost*, le Premier ministre du Canada a appuyé le Japon dans son désir de résoudre le différend territorial et il maintiendra cet appui. Mais l'instabilité en Russie est une source de danger pour l'ensemble de l'humanité et la communauté internationale ne peut se permettre de rester spectatrice au moment précaire où la

Russie s'est engagée à apporter des réformes démocratiques et à adopter une économie de marché.

J'aborderai également, avec les dirigeants japonais, les questions relatives à la stabilité et à l'avenir de Hong Kong, ma prochaine destination après Tokyo.

Et nous devons sans doute traiter des événements dans la république populaire de Chine où, tout compte fait, le progrès est réel : la croissance économique et la prospérité nouvelle entraînent des bénéfices directs à la population chinoise et favorise indirectement la stabilité de la région en intégrant la Chine à la communauté internationale. Une Chine isolée, inconnue et imprévisible n'a jamais été dans l'intérêt de personne.

Le Canada demeure toutefois inquiet des questions relatives aux droits de la personne, à la réforme démocratique, au Tibet.

Les Canadiens et les Canadiennes sont fermement convaincus et respectueux de la primauté du droit et des droits fondamentaux de la personne. Nos écrans ont présenté des images terrifiantes de militaires s'attaquant à leurs concitoyens, et nos journaux des comptes rendus tragiques de disparitions et d'exécutions arbitraires. Notre indignation est justifiée : nous ne sommes pas préparés à voir bafouer les principes qui sont à la base de notre société et que nous nous efforçons de promouvoir à l'échelle internationale.

Le progrès démocratique et le respect des droits de la personne sont au coeur de notre politique extérieure parce qu'ils sont essentiels à la stabilité à long terme. Il ne pourrait y avoir de réforme économique et de croissance à long terme sans la primauté du droit et le respect des libertés individuelles.

Même si le rythme et l'ordre des changements n'ont pas toujours été réguliers, l'Asie déborde d'exemples de bouleversements et d'instabilités créés par un déséquilibre entre les progrès économique et politique. C'est ce déséquilibre qui a engendré la violence dans les rues de la Thaïlande en mai dernier et les années de troubles civils en Corée. Le rétablissement de l'équilibre par la démocratisation et le respect systématique des droits des citoyens a permis d'instaurer dans ces deux pays une stabilité qui favorise le progrès économique.

Nous n'insistons pas pour que les autres adoptent nos modèles et nos structures. Le système parlementaire n'est ni parfait, ni l'unique modèle. Mais il est impossible d'obtenir une stabilité à long terme si les droits de la personne ne sont pas respectés et si la participation démocratique au processus politique n'est pas tolérée.

Notre attitude envers certains de nos partenaires asiatiques les plus importants illustre bien ce que nous croyons être des moyens efficaces pour parvenir à la démocratisation. Par exemple, aujourd'hui en Chine, nous contribuons activement à la formation d'un corps d'universitaires familiarisés avec les concepts occidentaux de droits de la personne pour qu'ils puissent travailler, au fur et à mesure que la situation politique évoluera, à la transformation des systèmes juridique et politique tout en respectant la tradition chinoise.

Partout en Asie, nous avons favorisé le développement d'universités et, surtout, l'établissement de liens entre les universités canadiennes et asiatiques.

En Indonésie, nous avons activement appuyé des programmes visant à améliorer et à protéger les droits des femmes et, à l'échelle de la région, nous avons aidé à élaborer un cadre juridique général allant d'une loi sur les investissements étrangers aux déclarations de droits fondamentaux.

Toutes ces démarches ont été entreprises avec l'appui de ces gouvernements qui sont aussi nos partenaires, car, même si leurs institutions ne sont pas entièrement démocratiques, ils comprennent essentiellement la nécessité de les démocratiser et d'adopter des règles de droit pour assurer leur stabilité et leur prospérité à long terme.

Hong Kong en est un exemple très important. Nous avons soutenu les efforts déployés par M. Patten pour accroître la démocratie sur le territoire, et ce, non en raison d'un engagement idéologique quelconque quant au nombre de membres du Conseil législatif qui devraient être élus directement et par qui, ou quant à la représentation des électors fonctionnels. Notre objectif est tout simplement de soutenir Hong Kong, la Chine et la Grande-Bretagne dans leur recherche d'une transition sans heurts en 1997, une transition qui préservera l'identité de Hong Kong et qui en assurera la prospérité et la stabilité.

La détermination du Canada à appuyer la mise en place de systèmes et de structures reposant sur des règles correspond à ce que nous avons aussi tenté de faire sur le plan multilatéral et reflète bien nos activités dans la région Asie-Pacifique.

Les Canadiens et les Canadiennes sont, à mon avis, pris au sérieux aux diverses tribunes en Asie, non seulement parce qu'ils ont prouvé qu'ils croient aux démarches multilatérales coopératives pour assurer la paix et la sécurité, mais aussi en raison de leur volonté d'y engager d'importantes ressources humaines et financières. Le Canada s'est acquis une réputation inégalée en raison de sa participation aux efforts internationaux de maintien de la paix. Cette participation est importante.

Ma visite au Cambodge vise à réitérer l'attachement du Canada à la résolution pacifique du conflit cambodgien, au processus international de maintien de la paix et à la promotion du désir des Nations Unies de construire un véritable pays.

Ce que nous tentons de faire au Cambodge est sans précédent parce que, au-delà du maintien de la paix traditionnel, nous voulons gérer la transition vers la démocratie, ce qui comprend à la fois l'inscription des électeurs, la rédaction des lois, la tenue d'élections et le maintien de la paix.

Le processus de paix au Cambodge comportent de nombreux risques, les intentions et les aspirations à long terme des Khmers rouges n'étant pas parmi les moindres. Je discuterai de cette situation lors de mes entretiens à Tokyo la semaine prochaine, comme je l'ai récemment fait avec mes homologues australien et indonésien. Bien que nous soyons tous inquiets, nous sommes convaincus de la nécessité d'un Cambodge stable et prospère. Le défi réside dans la transition vers la démocratie et l'implantation de règles de droit.

\* \* \*

Le Canada a toujours été un ardent défenseur des approches collectives de la sécurité dans la région de l'Asie-Pacifique.

C'est à la suggestion du Canada que les pays du Pacifique Nord ont amorcé une discussion plus active des questions de sécurité, non seulement sur les questions classiques de sécurité militaire, mais aussi sur les causes sous-jacentes des différends et la nécessité d'un mécanisme pacifique de règlement des différends. Il en a résulté une activité accrue au niveau des gouvernements, des milieux universitaire et non gouvernemental. En effet, une importante conférence concernant le Dialogue sur la sécurité coopérative dans le Pacifique Nord et les discussions qui en découlent aura lieu ici même à Vancouver, le mois prochain.

L'expérience et la tradition du Canada se sont aussi avérées utiles dans les efforts déployés pour trouver des solutions pacifiques aux différends territoriaux dans la Mer de Chine méridionale, une des de conflits réels dans la région.

Ces questions sont toutes à l'ordre du jour de nos discussions avec nos partenaires de la région Asie-Pacifique. Lors de ma participation à différentes Conférences postministérielles de l'Association des nations de l'Asie du Sud Est (ANASE), j'ai favorisé l'ajout des questions de sécurité régionale. Nous avons donc été très heureux de la récente décision des membres de l'ANASE d'adopter cette nouvelle voie.

Au moment où le vide de la dimension sécurité régionale est graduellement comblé, nous prenons part, sur le plan économique,

à l'émergence très rapide et souhaitée du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP).

La semaine prochaine, lors de mon séjour au Japon et à Hong Kong, j'examinerai de quelle façon nous pouvons collectivement faire avancer le programme de la CEAP. Cet organisme, le premier au sein duquel la Chine, Taïwan et Hong Kong siègent en tant qu'économies de plein droit, est devenu le principal forum de discussion et de coopération économiques de la région. Nous croyons qu'il peut fortement contribuer à consolider les liens et à éviter les malentendus.

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et tout cadre institutionnel qui pourrait naître de l'*Uruguay Round* continueront de servir de pierre angulaire à la politique commerciale mondiale. La CEAP peut, de son côté, répondre à des besoins régionaux. Elle peut favoriser la transparence des politiques et des règlements nationaux et, nous l'espérons, amener une harmonisation des normes et des méthodes commerciales. Même si le programme n'est pas encore complètement élaboré, il est possible de prendre des dispositions au niveau de la CEAP afin de protéger les investissements, d'établir des codes de conduite régissant les pratiques douanières et administratives qui entravent le libre-échange et peut-être même de conclure des ententes sur la propriété intellectuelle et les processus de règlement des différends.

La CEAP pourrait jouer un rôle encore plus important et atténuer les différends dans la région et, par le fait même, limiter les dommages causés par des relations bilatérales tendues, voire provoquer une certaine détente.

Il y aussi de nombreux autres problèmes et défis que je n'ai pas abordés aujourd'hui.

Même si je n'ai pas traité de tous les dossiers, je tiens à vous assurer que ce que nous faisons dans la région Asie-Pacifique, qu'il s'agisse de favoriser les discussions et l'adoption de la règle de droit, d'établir un pays au Cambodge ou de mettre en place, dans la région, des structures et des institutions qui reposent sur des règles, est de façon importante dans l'intérêt national à long terme du Canada et constitue une haute priorité dans l'ensemble de notre politique étrangère.

J'ai utilisé plus tôt l'expression «siècle du Pacifique». En sa qualité de participant actif aux événements et aux décisions qui prennent forme dans la nouvelle région Asie-Pacifique, le Canada pourrait bénéficier considérablement des progrès économiques, sociaux et politiques réalisés dans la région.

Le Canada fait partie intégrante du monde du «siècle du Pacifique» et beaucoup d'entre vous êtes les chefs de file du processus qui permettra de concrétiser ces possibilités.

Au moment où j'amorce cet important voyage, je suis certaine que les Canadiens et les Canadiennes ont l'énergie et l'initiative voulues pour tirer profit du «siècle du Pacifique» et je sais que je bénéficie de votre appui alors que nous souhaitons établir un monde plus stable, plus prospère et plus équitable pour tous.